

Unité départementale du Bas-Rhin  
Équipe Sud  
14 rue du Bataillon de Marche n° 24  
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 10/08/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **REMEX**

3 rue Bellevue  
67870 GRIESHEIM PRES MOLSHEIM

Références : 0006700056/JB/CE  
Code AIOT : 0006700056

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2022 dans l'établissement REMEX implanté KIESGRUBE Rosheim et Griesheim près Molsheim 67560 ROSHEIM. L'inspection a été annoncée le 07/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REMEX
- KIESGRUBE Rosheim et Griesheim près Molsheim 67560 ROSHEIM
- Code AIOT : 0006700056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société REMEX exploite un gisement de sable dans la partie sud de l'installation. La partie nord de l'installation n'est plus exploitée pour des raisons d'accessibilité du gisement et fait l'objet d'un remblaiement jusqu'au niveau des terrains naturels.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** Plan d'exploitation, gestion des déchets inertes, remblayage, surveillance de la qualité des eaux souterraines, moyens de lutte contre l'incendie et prévention des pollutions accidentelles.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Contenu et mise à jour du plan d'exploitation	AP Complémentaire du 11/08/2009, article 16	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan de gestion des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
2	Gestion et suivi des zones de stockage des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
4	Remblayage	AP Complémentaire du 11/08/2009, article 15.1	/	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 11/08/2009, article 26	/	Sans objet
6	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	AP Complémentaire du 11/08/2009, article 27	/	Sans objet
7	Prévention des pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 11/08/2009, article 18.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non-conformité d'ordre documentaire a été relevée considérant que le plan d'exploitation n'est pas complet. S'agissant d'une non-conformité d'ordre documentaire, il n'est pas proposé de suite administrative dans l'immédiat. Il convient que l'exploitant transmette un plan complété avec l'ensemble des informations nécessaires dans un délai de deux mois. Une légende devra accompagner ce plan

Une étude hydrogéologique est en cours de réalisation. Au regard des constats (état de l'ouvrage Pz233 et pertinence de la liste des paramètres à analyser notamment à l'amont hydraulique) et des conclusions de cette étude hydrogéologique, l'exploitant prévoit de demander une révision des prescriptions portant sur la surveillance des eaux souterraines. Il convient que l'exploitant présente ces éléments à l'Inspection dans un délai de trois mois. L'ensemble des prescriptions à modifier sera intégré dans un projet d'arrêté préfectoral complémentaire à l'issue de l'examen de la demande. En outre, il convient que l'exploitant justifie les teneurs en sulfate et en manganèse mesurées au droit du piézomètre pz124.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Plan de gestion des déchets inertes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Nature, quantité et mesures de prévention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet

<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation, [...] - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement.
<b>Constats :</b> Le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées présenté est daté du 7 février 2022. Il couvre la période 2022-2027 et contient les éléments prescrits. La nature des déchets stockés sur site est cohérente avec le plan de gestion.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Gestion et suivi des zones de stockage des déchets inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Aménagement et entretien
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
<b>Constats :</b> Le contrôle visuel des zones de stockage des déchets d'extraction lors de l'inspection n'appelle pas de remarque. Les zones de stockage sont conformes aux plans présentés dans le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées, qui apporte des éléments sur leur stabilité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Contenu et mise à jour du plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/08/2009, article 16
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 16.1. Plan Il sera établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000e, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT. Sur ce plan seront reportés : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les dates des levés,</li> <li>• le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées,</li> <li>• les bords de la fouille,</li> <li>• les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,</li> <li>• les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,</li> <li>• la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques,</li> </ul>



- l'emplacement exact du bornage,
- la position des dispositifs de clôture,
- l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte,
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,
- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles remblayées et celles remises en état,
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière,
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation.

#### 16.2 Mise à jour

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an par une personne ou un organisme compétent pour l'ensemble des éléments reportés.

L'inspecteur des installations classées pourra demander à tout moment :

- que le plan soit établi par un géomètre-expert
- que des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente) soient réalisées.

**Constats :** Le plan d'exploitation est mis à jour à fréquence annuelle.

Le plan d'exploitation de la carrière, dressé en janvier 2022 et complété en juin 2022, ne présente aucune légende et ne comporte pas tous les éléments prévus, notamment :

- les abords de l'exploitation dans un rayon de 50 m,
- la dénomination des parcelles cadastrales concernées,
- l'emplacement des bornes,
- l'emplacement des stockages des terres de découverte (tel que le présente le plan de gestion des déchets inertes de février 2022),
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières.

Au regard du plan d'exploitation présenté, la profondeur d'exploitation au droit de l'exploitation à sec dans la partie sud est respectée (au-delà de la cote d'altitude 162 m NGF, conformément à l'article 14 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 août 2009).

Six profils sont associés au plan. Leur position sur le plan d'exploitation est précisée.

**Observations :** L'emplacement de l'ouvrage Pz231 est reporté sur le plan sans qu'il soit nommé. Il serait utile de préciser cette information.

Le plan d'exploitation est un élément indispensable au suivi de l'exploitation. Le respect des prescriptions relatives au contenu de ce plan constitue un socle minimal. Bien que les éléments manquants ne remettent pas en cause son interprétation, il n'est pas conforme à la prescription précitée et nécessite d'être complété.

S'agissant d'une non-conformité d'ordre documentaire, il n'est pas proposé de suite administrative dans l'immédiat. Il convient que l'exploitant transmette un plan complété avec l'ensemble des informations nécessaires dans un délai de deux mois. Une légende devra accompagner ce plan.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 4 : Remblayage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/08/2009, article 15.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Remblayage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>

[...] Seuls seront admis et utilisés en remblaiement des déchets inertes provenant de chantiers de travaux publics. Ces matériaux issus de fondations, tranchées, travaux de décapage et démolition routière ne pourront être composés que de terres glaises, loess, sables, graviers et blocs rocheux. Le site n'accueillera pas de matériaux tels que verre, céramique, déblais provenant de sites potentiellement pollués, déblais avec des sulfates ou des chlorures, produits de cuisson ou d'incinération (mâchefers, scories), déblais avec des composés métalliques et de matériaux non inertes, tels que déchets verts, bois, plâtres, déchets d'enrobés, ordures ménagères, D.I.B. ou encombrants.

Les matériaux réceptionnés seront déversés sur une aire étanche et contrôlés visuellement, puis ils seront poussés dans la fouille avec un chargeur sur chenilles. Le chargeur avancera sur les parties remblayées pour atteindre les nouvelles surfaces à réaménager.

Ce remblayage ne devra pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel seront répertoriés la provenance, le nom du chantier, le numéro du bulletin de livraison, la date de réception, l'immatriculation du véhicule, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés, ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. [...]

**Constats :** L'exploitant dispose des documents suivants :

- une procédure d'acceptation des matériaux inertes de janvier 2016 qui définit la liste des matériaux admissibles (codes déchets précisés) et ceux refusés, la procédure d'accueil, les modèles de documents préalables et la traçabilité des matériaux accueillis ;
- un registre d'admission. Le registre d'admission présenté montre que seuls des déblais (terres et pierres du code déchet 17 05 04) ont été acceptés de janvier 2022 à mai 2022 (environ 52 910 tonnes).

L'exploitant tient un plan permettant de localiser les zones de remblais selon les années.

La procédure d'acceptation préalable des déchets permet à l'exploitant de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires pour l'acceptation des matériaux. Les certificats d'acceptation préalable remplis et signés ont une durée de validité d'un an. Un examen par échantillon de certains documents préalables a été effectué en séance et n'appelle pas de remarque.

L'exploitant s'assure de la provenance et de la qualité des matériaux réceptionnés. Tout chargement fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'agent de réception avant déchargement. Un premier contrôle visuel des matériaux est réalisé via la caméra disposée à la bascule, et un second contrôle des matériaux est réalisé par le chauffeur de chargeur au droit du déchargement afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés.

En cas d'admission des matériaux, un accusé d'acceptation est délivré au producteur des déchets (bon de pesée notamment) et le registre d'admission est complété.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/08/2009, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité incendie - Moyens de lutte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation sera pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels seront maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

<b>Constats :</b> Les extincteurs ont été vérifiés par la société Chubb le 1er février 2022. Le rapport correspondant daté du 2 février 2022 n'appelle pas de remarque (présence de 10 extincteurs en bon état).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/08/2009, article 27		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet		
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 27.3 – Programme de surveillance L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :		
N° de repère actuel	Fréquence des analyses	Analyses
Piézomètre Amont Pz 125	Annuelle	Arsenic
Piézomètre Aval Pz 124	Annuelle	Type C <sub>3</sub> , C <sub>4a</sub> , C <sub>4b</sub>
	Tous les 3 ans	C <sub>4c</sub>
Piézomètre Aval Pz 231	Annuelle	Arsenic
Piézomètre Pz 233	Annuelle	Type C <sub>3</sub> , C <sub>4a</sub> , C <sub>4b</sub>
	Tous les 3 ans	C <sub>4c</sub>
Article 27.4 – Suivi piézométrique  Le niveau piézométrique des ouvrages de surveillance est relevé à chaque prélèvement d'échantillon pour analyse.		
<b>Constats :</b> La dernière campagne d'analyses annuelle a été réalisée le 17 mars 2022 (rapport daté du 30 mars 2022). L'exploitant précise que cette campagne d'analyses est à attribuer à l'année 2021, considérant que l'organisme en charge des prélèvements a annulé sa venue à deux reprises en 2021, et qu'une campagne d'analyses est prévue en août 2022 au titre de l'année 2022 (prélèvement programmé le 13 août 2022).		
Les analyses portent sur l'ensemble des paramètres prescrits.		
Le rapport susmentionné met en évidence : <ul style="list-style-type: none"> <li>• que des prélèvements ont été réalisés au droit des ouvrages Pz125 (amont), Pz124 et Pz231 (aval). <i>Aucun prélèvement n'a pu être réalisé dans le piézomètre intermédiaire Pz233, celui-ci étant bouché selon l'exploitant (le rapport ne précise rien en ce sens).</i></li> <li><i>L'inspection rappelle que de manière générale, le respect du réseau de surveillance prescrit est primordial et que toute absence de contrôle sur un des ouvrages peut être préjudiciable à l'interprétation des données et à la mise en place d'éventuelles mesures correctives en cas d'anomalie. L'absence ponctuelle de données relatives à la qualité des eaux souterraines au droit de cet ouvrage intermédiaire entre l'amont et l'aval hydraulique ne remet pas en cause l'interprétation des résultats de la surveillance effectuée à l'aval.</i></li> <li>• un écoulement de la nappe en direction est (d'après les niveaux piézométriques statiques relevés au droit des ouvrages lors de cette campagne) ;</li> <li>• le Pz124 présente une conductivité ainsi que des teneurs en sulfates et manganèse supérieures aux limites de qualités des eaux brutes destinées à la consommation ;</li> <li>• aucune anomalie n'est observée sur les Pz125 et Pz231 (analyses qui ne portent que sur l'arsenic conformément à la prescription).</li> </ul>		

L'Inspection constate que la liste des paramètres à analyser au droit du piézomètre amont Pz125 diffère de celle du Pz124 à l'aval et s'interroge sur la prescription en vigueur. En effet, pour permettre une comparaison et une exploitation des résultats d'analyses, et vérifier notamment si une dégradation du milieu entre l'amont et l'aval de l'installation est imputable à l'activité de l'installation ou pas, il est nécessaire d'avoir une liste de paramètres similaires à analyser à l'amont et à l'aval. Le rapport du 30 mars 2022 montre des teneurs en sulfates et en manganèse supérieures aux limites de qualités des eaux brutes destinées à la consommation au droit de Pz124, mais en l'absence d'analyses en amont de cet ouvrage, il n'est pas possible de se prononcer sur l'origine de ces dépassements. Par ailleurs, le rapport correspondant n'interprète pas les résultats obtenus.

Aussi, si un prélèvement avait pu être réalisé au droit de l'ouvrage Pz233, l'Inspection s'interroge sur la pertinence de la comparaison des résultats avec ceux obtenus au droit de Pz124 considérant son emplacement (le plan de masse de juillet 1999 présenté dans le dossier de demande d'autorisation d'avril 2000 le localise à peu près au milieu de la partie nord concernée par les opérations de remblaiement, et des zones remblayées en amont de cet ouvrage).

L'Inspection s'interroge donc sur la pertinence de la prescription, et notamment sur la liste des paramètres à analyser au droit du Pz125.

L'exploitant a indiqué par mail du 5 août 2022 que l'ouvrage intermédiaire Pz233 ne serait pas opérationnel pour le prélèvement prévu le 13 août 2022. Pour permettre une exploitation des résultats et une comparaison telles que décrites ci-dessus, l'exploitant s'est engagé à réaliser sur demande de l'Inspection les analyses sur les mêmes paramètres à l'amont et à l'aval lors de cette campagne (sur Pz125 et Pz124).

L'exploitant a indiqué en séance qu'une étude hydrogéologique est en cours de réalisation. Par mail du 5 août 2022, il a précisé que sa remise par le bureau d'études est prévue pour le 16 août 2022 et qu'il sollicitera une modification de la prescription (ajout d'ouvrage piézométrique si nécessaire, suivi adapté à l'activité). Au regard de cette proposition, il n'est pas proposé de suites administratives dans l'immédiat.

**Observations :** Il convient que l'exploitant présente à l'Inspection dans un délai de trois mois l'étude hydrogéologique en cours de réalisation et la demande de révision des prescriptions portant sur la surveillance des eaux souterraines.

Le prochain rapport d'analyses devra préciser l'état de l'ouvrage Pz233.

Si l'ouvrage Pz233 est inutilisable ou détruit, il convient que l'exploitant transmette à l'Inspection, dans un délai de deux mois, les éléments justifiant de son comblement conformément aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté du 11/09/2003 (fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L214-1 à L214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié) et le rapport associé.

Si l'exploitant envisage la mise en place d'un nouvel ouvrage pour le remplacer pour les analyses futures, il conviendra qu'il justifie la pertinence de ses caractéristiques par rapport aux substances recherchées et aux caractéristiques hydrogéologies au droit du site, et de son emplacement. L'Inspection rappelle que tout nouveau piézomètre doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003 susmentionné.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage étant relevé, il peut être utile d'établir une esquisse piézométrique pour confirmer le sens d'écoulement au droit du site.

Les teneurs pour les paramètres sulfates (460 mg/l pour une valeur de référence fixée à 250 mg/l - limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du Code de la Santé Publique) et manganèse (110 µg/l pour une valeur de référence fixée à 50 µg/l – référentiel identique) au droit de l'ouvrage Pz124 (piézomètre situé en aval) sont significatives et nécessitent que l'exploitant se prononce sur l'origine de ce dépassement.



Les anomalies relevées dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines doivent faire l'objet d'une analyse, d'une recherche des causes et d'une information de l'Inspection. Des investigations sont à mener en ce sens et les conclusions sont à présenter à l'Inspection dans un délai de trois mois.
Le cadre de surveillance sur GIDAF est existant et en permet la saisie pour la télédéclaration des résultats. Il conviendra de déclarer les résultats des prochaines campagnes de surveillance sur GIDAF (connexion par MonAIOT).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/08/2009, article 18.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aire de ravitaillement des engins
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier seront réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Cette aire est reliée à un séparateur d'hydrocarbures, régulièrement entretenu et vidangé.</p>
<p><b>Constats :</b> L'installation est équipée d'une aire extérieure dans la partie nord du site, située à proximité de l'atelier dans lequel se trouve la cuve de carburant (non observée le jour de l'inspection considérant que le local était fermé) destinée au ravitaillement des engins.</p> <p>L'aire est bétonnée et équipée d'un avaloir central permettant la récupération des eaux. Les eaux sont ensuite dirigées vers un dispositif de traitement (séparateur d'hydrocarbures) puis rejetées dans une mare par une canalisation difficilement visible et peu accessible le jour de l'inspection.</p> <p>L'aire est conçue pour ne pas recueillir les eaux de ruissellement extérieures. Le muret situé au fond de l'aire de ravitaillement est localement endommagé. Sinon, la surface de l'aire est en bon état et son examen visuel n'appelle pas d'observations.</p> <p>Le séparateur d'hydrocarbures fait l'objet d'un entretien régulier par une société extérieure. Le dernier date de février 2022. Les documents présentés par l'exploitant n'appellent pas d'observation (BSD dûment complété notamment).</p> <p>L'exploitant a présenté un bon de commande signé daté du 23 juin 2022 pour la réalisation d'une analyse des rejets par une société extérieure. L'intervention est prévue pour le mois d'août 2022.</p>
<p><b>Observations :</b> Il devra être remédié à la dégradation observée du muret situé au fond de l'aire de ravitaillement.</p> <p>Le rapport correspondant à l'analyse programmée en août 2022 en sortie du séparateur sera à transmettre dès réception.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

